

TRANSITION FISCALO-DOUANIÈRE ET RÉPARTITION DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION ET APPLICATION AUX CAS DU CAMEROUN ET DU MAROC

Denis Cogneau

Introduction

Le principal changement que les pays en développement sont appelés à apporter à leur système fiscal consiste à diminuer le prélèvement sur le commerce extérieur et à réorienter les prélèvements en direction des revenus intérieurs. Cette réforme implique tout d'abord une modification de la structure des taux, éventuellement une augmentation de l'assiette des prélèvements intérieurs, et enfin une amélioration du rendement du système fiscal dans son entier (lutte contre la fraude). On en attend une plus grande efficacité économique, à travers notamment l'amélioration de l'allocation des ressources et de la spécialisation internationale, et en cas de réussite l'accroissement des dépenses publiques productives permis par l'accroissement des recettes budgétaires. L'objectif n'est pas la répartition, contrairement à de nombreuses réformes fiscales menées dans les pays industrialisés et portant sur la structure même de la fiscalité intérieure (impôt sur le revenu, TVA)¹. Dans la plupart des cas, la baisse des prélèvements sur le commerce extérieur est compensée par une augmentation des prélèvements indirects sur la production et la consommation intérieures : taxes sur le chiffre d'affaire ou taxe sur la

1. Les impôts directs ou les cotisations sociales portant sur les revenus ou le patrimoine, qui sont les instruments de redistribution fiscale par excellence, sont difficiles à mettre en place parce qu'ils supposent une administration fiscale très performante, et un niveau de formalité des revenus plus élevé (société salariale urbaine), outre le fait qu'ils risquent de décourager le développement de facteurs rares (travail qualifié ou capital).

valeur ajoutée. Cette « transition fiscalo-douanière » a néanmoins des conséquences distributives importantes, et variables selon la forme qu'elle revêt et les types d'économies et de sociétés auxquelles elle s'applique.

La première partie effectue une discussion mi-théorique mi-empirique des conséquences distributives de la transition fiscalo-douanière dans un petit pays en développement. La seconde partie tente d'illustrer les éléments dégagés par l'analyse théorique sur deux cas concrets, à partir de la simulation de deux modèles micro-macro appliqués : le cas de la réforme fiscalo-douanière de 1994 de l'Union économique et monétaire d'Afrique Centrale (UDEAC, actuelle CEMAC) et le cas de la libéralisation du commerce extérieur du Maroc à la suite de la signature par ce pays des accords du cycle de l'Uruguay et d'un nouvel accord commercial avec l'Union Européenne.

1. Discussion théorique

1.1. La transition fiscalo-douanière et son impact budgétaire et financier

Conséquences budgétaires

On définira la transition fiscalo-douanière par une baisse des tarifs douaniers compensée totalement ou partiellement, au niveau du budget de l'Etat, par une augmentation des taxes indirectes (TVA ou autres) portant sur les produits (y compris, bien sûr, les produits importés). Cette compensation totale ou partielle se justifie particulièrement dans des pays qui ont déjà connu un ajustement drastique des dépenses publiques et où l'on peut considérer qu'elles ont atteint un niveau plancher.

La masse budgétaire affectée s'écrit donc :

$$t_m p_m M + t(1+t_m)p_m M + t p_f Q_f$$

où t_m est le taux de tarif douanier, t le taux de taxe sur les produits, p_m le prix des importations à la frontière, p le prix de la production domestique, M les importations et Q_f la production domestique formelle (ou l'assiette des taxes indirectes intérieures).

Si l'on fait (temporairement) abstraction des variations des volumes d'importations (supposées pour l'instant complémentaires), de l'assiette des prélèvements intérieurs, et des termes de l'échange provoquées par la réforme, l'équilibre budgétaire « *ex ante* » implique :

$$\Delta t. [p_f Q_f + (1+t_m)p_m M] \approx -\Delta t_m \cdot (1+t)p_m M$$

Comme on le voit, toutes choses égales d'ailleurs, la variation compensatoire requise des taux de taxe indirecte est évidemment d'autant plus faible que l'assiette de ces taux est grande relativement aux importations. Dès lors,

Transition fiscal-douanière et répartition dans un pays en développement

une économie « très informelle » fera peser le poids de la transition fiscal-douanière sur un petit nombre de produits et d'entreprises formelles. Cette transition sera confrontée, dans ce cas, à un risque d'échec important : les entreprises formelles, soumises à des taxes exorbitantes et à une concurrence sévère vis-à-vis des importations et des produits informels, préfèrent s'immerger dans l'informalité. Il s'ensuit une augmentation de la fraude, une baisse de recettes fiscales et une impasse budgétaire : le taux de pression fiscale baisse et les taxes sur le commerce extérieur conservent leur position prééminente (cas de Madagascar², et dans une moindre mesure, du Cameroun lors de la réforme de la zone UDEAC en 1994). Le rétablissement de l'équilibre budgétaire rend alors inévitable un ajustement des dépenses publiques, dont les conséquences distributives (et productives) doivent être examinées séparément ; tout dépendra alors de la distribution fonctionnelle de ces dépenses, et du poste sur lequel on fera peser l'ajustement : salaires, investissements d'infrastructure, éducation, santé, etc. Si l'ajustement des salaires réels, à travers une baisse nominale ou une dévaluation, peut sembler préférable parce que touchant les catégories moyennes et supérieures, en revanche l'ajustement des autres dépenses peut se révéler défavorable aux plus pauvres³, de même qu'une extension de l'assiette de l'impôt aux activités informelles.

Modification du taux de change réel

Si l'on écrit maintenant les prix payés par les consommateurs pour un produit importé, un produit formel, et un produit informel :

$$p_m^c = (1+t) (1+t_m) p_m$$

$$p_f^c = (1+t) p_f$$

$$p_i^c = p_i$$

On voit que, toujours *ex ante* :

2. Pour un calcul des pertes de recettes fiscales dues à la fraude à Madagascar, cf. de Melo et alii (1993)

3. Par exemple, dans le cas des dépenses d'éducation en Afrique sub-saharienne, F.Orivel (1995) montre que les ajustements ont plus porté sur l'éducation primaire que sur les autres cycles. Voir aussi S.Mesplé-Somps (1995).

$$\frac{\Delta p_m^c}{p_m^c} - \frac{\Delta p_f^c}{p_f^c} = \frac{\Delta t_m}{1+t_m} \leq 0$$

$$\frac{\Delta p_m^c}{p_m^c} - \frac{\Delta p_i^c}{p_i^c} = \frac{\Delta t_m}{1+t_m} + \frac{\Delta t}{1+t} = \frac{\Delta t_m}{1+t_m} \left(\frac{p_f Q_f}{p_f Q_f + (1+t_m)p_m M} \right) \leq 0$$

Si la baisse des tarifs douaniers est suffisamment forte, et si les produits locaux ne sont qu'imparfaitement substituables à ces importations, la transition fiscal-douanière s'accompagne donc d'une baisse, au niveau du consommateur, du prix des importations par rapport aux prix des produits formels et informels domestiques⁴.

Ex ante, la transition fiscal-douanière a ainsi un effet équivalent à une appréciation du taux de change réel. C'est pourquoi elle est souvent accompagnée d'une dévaluation compensatoire de la monnaie (réformes commerciales de la zone Franc par exemple, entreprises en 1994) afin de rétablir l'équilibre extérieur de long terme. La pénétration des importations s'avère la plupart du temps supérieure au surcroît d'exportations, tout d'abord parce que la libéralisation commerciale est asymétrique, les tarifs douaniers étant beaucoup plus élevés dans les pays du Sud que dans ceux du Nord⁵. Un objectif central de la transition fiscal-douanière est toutefois d'attirer des capitaux extérieurs privés (investissements directs) ; la réussite de la transition doit donc permettre, à terme, une stabilisation du taux de change réel. Un afflux de capitaux extérieurs publics (aide ou prêts) peut également accompagner la réforme et servir à rééquilibrer temporairement les comptes extérieurs⁶.

Le risque de déstabilisation macro-économique et l'économie politique de la transition

Il convient donc de ne pas minimiser l'impact potentiellement déstabilisateur des réformes de la fiscalité extérieure, lorsque les capacités de gestion macro-économique des Etats sont déficientes, et en l'absence de gains de productivité majeurs dans les secteurs de biens échangeables (condition d'un

4. Les raisonnements effectués font abstraction des importations parallèles et supposent que les importations non-frauduleuses sont commercialisées par le secteur commercial formel. Autrement dit, on suppose que les importations frauduleuses ne sont taxées ni au frontières ni à l'intérieur du pays, tandis que les importations entrées légalement sont également entièrement soumises aux taxes intérieures.

5. De surcroît, l'accord signé entre l'Union Européenne et ses partenaires du Maghreb ne concerne pratiquement pas les produits agricoles.

6. Ces flux financiers sont néanmoins compensés, à long terme, par des flux en sens contraire, de rapatriement de bénéfices (capitaux privés des multinationales) ou de remboursements de la dette contractée.

Transition fiscal-douanière et répartition dans un pays en développement

accroissement de la compétitivité du pays et de l'attraction des investissements directs). Ce risque de déstabilisation est d'autant plus fort que les gains d'efficacité micro-économique et de croissance provenant de la libéralisation commerciale seront faibles (voir ci-dessous, pour une reprise de ce point).

L'exemple récent du Mexique est assez éloquent en la matière, où les difficultés persistantes de balance des paiements (antérieures à la signature de l'ALENA) et la perte de confiance des agents extérieurs dans la capacité de gestion du gouvernement ont conduit à un ajustement drastique. Cet exemple rappelle également les conséquences distributives défavorables que peut avoir une libéralisation commerciale de cette ampleur pour certaines catégories éloignées du marché mondial (paysans vivriers notamment). Le cas du Mexique, pays de grande taille, n'est pourtant pas le plus défavorable en matière de paiements extérieurs et de budget, puisque son ouverture sur l'extérieur est moins importante et sa fiscalité intérieure est plus développée qu'au Maghreb ou en Afrique sub-saharienne (tableau 1). Les simulations effectuées pour le Maroc (Rütherford et alii, 1994; Cogneau, Tapinos, 1995) fournissent des estimations très élevées de l'augmentation compensatoire de la TVA (jusqu'à +75% sur les taux pour un libre-échange total). Cogneau et Tapinos (1995) débouchent sur un effet nul, voire négatif du libre-échange sur le niveau du PIB, une fois prises en compte les exigences de stabilisation (dévaluation contractionniste, hausse de la TVA).

Rodrik (1996) rappelle à quel point la libéralisation commerciale des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est a été progressive et graduelle, ayant pour préalables le renforcement des capacités de gestion macro-économique des États, et un rythme d'accumulation rapide des facteurs (capital physique et humain). En comparaison, certains pays d'Amérique Latine ont dû accomplir en cinq ans des réformes que les pays asiatiques ont mis plus de vingt ans à réaliser. Il est particulièrement intéressant que Rodrik fasse reposer les meilleures « gouvernance » et capacité de gestion asiatiques sur une distribution initialement plus égalitaire (qui est par ailleurs favorable à une accumulation rapide de capital humain).

1.2. Les effets attendus sur les prix et les revenus

Redistribution des revenus dans le cadre standard

Les effets micro-économiques attendus de la libéralisation commerciale ont été relativement bien cernés par l'économie internationale traditionnelle. Le théorème d'Heckscher-Ohlin prévoit une spécialisation dans les secteurs intensifs en facteurs relativement abondants (travail non-qualifié) et le théorème de Stolper-Samuelson une augmentation de la rémunération de ces facteurs abondants ; l'effet dit d'amplification de Jones prévoit que cette augmentation sera plus élevée que la hausse du prix des secteurs correspondants. Ces théorèmes supposent une immobilité internationale des facteurs et une mobilité

nationale parfaite. Ils ont été étendus au cas de facteurs spécifiques à certains secteurs (terre notamment), prévoyant aussi un avantage comparatif dans les secteurs intensifs en facteurs spécifiques relativement abondants. Le théorème d'Haberler prévoit alors la baisse de la rémunération du facteur spécifique dans le cas où le prix du secteur correspondant baisse.

En cas de mobilité des facteurs, et notamment du capital (investissements directs), les effets de réallocation et de redistribution sont plus difficiles à circonscrire. Les hypothèses classiques débouchent plutôt sur une substitution entre flux de biens et flux de facteurs (Mundell), et donc une baisse des flux de facteurs (migrations ou investissements) à la suite de la libéralisation commerciale. Cependant, d'autres hypothèses plus proches du comportement des firmes multinationales conduisent à une complémentarité (modèles de Markusen et Venables par exemple).

La théorie économique traditionnelle prévoit donc que la libéralisation commerciale provoque une spécialisation des pays en développement dans les secteurs intensifs en ressources naturelles très spécifiques et/ou en travail non-qualifié. La rémunération de ces facteurs a tendance à s'accroître, relativement à celles du capital et du travail qualifié. On aurait donc tendance à penser que les conséquences distributives de la libéralisation commerciale sont plutôt positives. Cependant le cas de la terre est particulier. Dans le cas où les exportations agricoles du Nord (ou d'autres pays en développement) concurrencent les produits locaux, la baisse de la protection entraîne une baisse de la rémunération des propriétaires terriens. L'effet sur les petits paysans vivriers, offreurs de main-d'œuvre non-qualifiée mais propriétaires de leur terre, est indéterminé ; il peut donc être négatif. Dans ce cadre standard, l'évolution du revenu des petits paysans pauvres éloignés du marché semble donc constituer le noeud de la question distributive. Si elle se pose de manière aiguë au Mexique (paysans du Chiapas, producteurs de maïs), il est prévisible qu'elle soit plus aiguë encore au Maghreb ou en Afrique sub-saharienne.

Lorsqu'ils sont appliqués à des cas concrets, les modèles d'équilibre général standard fournissent dans la plupart des cas des estimations assez décevantes des gains d'efficacité micro-économique de long terme générés par une libéralisation commerciale, de l'ordre de 2 à 3% du PIB en moyenne (Brown et *alii*, 1994⁷ ; Goldin et *alii*, 1993 ; Robinson, 1991 ; Rutherford et *alii*, 1995)⁸. Concernant le Maghreb ou l'Afrique sub-saharienne, certaines évaluations sont même inférieures voire négatives (cf. Goldin et *alii*, 1993 par

7. Ce modèle multilatéral intègre de surcroît des éléments de concurrence imparfaite (voir plus loin). Les flux d'investissement direct y demeurent néanmoins exogènes.

8. Rappelons que ces modèles ne sont globalement concernés que par le gain d'efficacité microéconomique engendré par une spécialisation internationale plus conforme aux avantages comparatifs (rapprochement en niveau de la frontière de production) et ne disent rien en termes de croissance (voir plus loin dans ce texte).

Transition fiscal-douanière et répartition dans un pays en développement

exemple pour les conséquences du cycle de l'Uruguay sur les deux régions). D'autre part, les études empiriques effectuées depuis la fin des années 1970 sur la distribution fonctionnelle du revenu aboutissent à des résultats mitigés. Dans de nombreux cas, notamment en Amérique Latine, la distribution des revenus semble évoluer dans un sens opposé à celui qui est prédit par la théorie traditionnelle⁹. Davis (1996) propose une explication par les « cônes de diversification » : les pays ne produisant qu'un cône limité de produits, l'égalisation du prix des facteurs ne joue qu'entre les pays produisant dans le même cône (Asie et Amérique Latine par exemple).

Redistribution par les prix dans le cadre standard

Les effets sur les revenus relatifs peuvent être par ailleurs compensés par les effets sur les prix, les catégories correspondantes de consommateurs (capitalistes, qualifiés, non-qualifiés, ruraux...) n'ayant pas les mêmes paniers de consommation et donc des indices de coût de la vie différents (voir encadré 1). Les catégories les plus riches, dont les paniers contiennent le plus d'importations, ont des chances d'être avantagées par ce canal. Néanmoins, l'augmentation compensatoire des taxes indirectes, pesant sur le prix des produits formels, touche probablement les mêmes catégories. Par ailleurs, la baisse du prix des importations alimentaires peut bénéficier aux plus pauvres (voir cas du Cameroun). Tout dépend donc d'une part de la diffusion relative des produits importés concernés par la réforme et des produits formels constituant l'assiette des impôts indirects, c'est-à-dire *grosso modo* de leurs élasticité-revenu respectives, et d'autre part de l'élasticité de substitution entre ces deux types de produit. A la limite, si les produits formels sont des importables très substituables aux produits importés, leur prix baisse d'un montant équivalent à celui des importations et les paniers des consommateurs « importateurs » sont favorisés (mais il est alors difficile de réaliser la compensation budgétaire prévue). A l'autre extrême, si les importations de biens de consommation sont plutôt complémentaires des produits formels (cas envisagé au §1.1), l'augmentation du prix des produits formels contrecarre la baisse du prix des importations dans le panier du consommateur ; pour peu que l'assiette des taxes intérieures soit réduite et les augmentations de taux assez fortes, l'impact final de la réforme sur la redistribution des coûts de la vie peut s'avérer équitable (voir cas du Maroc). En définitive, la redistribution entraînée par les mouvements de prix relatifs et de coût de la vie devrait s'avérer limitée dans la plupart des cas de figure. Ce point mérite sans doute d'être approfondi, mais les estimations effectuées dans la seconde partie confirment plutôt la prééminence des effets revenu par rapport aux effets prix.

9. Cf. Les études citées par D. Davis (1996).

Effet de la variation des prix relatifs sur le consommateur

Convenons de représenter le bien-être d'un ménage h comme une fonction d'utilité dépendant de trois arguments, la consommation de produits importés, de produits formels et de produits informels :

$$U^h(C_m^h, C_f^h, C_i^h)$$

$$p_m^c C_m^h + p_f^c C_f^h + p_i^c C_i^h = p^c \cdot C^h$$

C^h étant la dépense totale de consommation.

Sous les hypothèses habituelles de la théorie du consommateur, on peut écrire le bien-être comme une utilité indirecte fonction de la dépense totale en volume et du vecteur (triplet ici) des prix relatifs π :

$$V^h = V^h(C^h, \pi_m^c, \pi_f^c, \pi_i^c)$$

On a, par l'identité de Roy :

$$\frac{\partial V^h}{\partial \pi} = - \frac{\partial V^h}{\partial C^h} (C_m^h \Delta \pi_m^c + C_f^h \Delta \pi_f^c + C_i^h \Delta \pi_i^c)$$

Pour des mouvements marginaux des prix relatifs, la variation de bien-être du ménage est équivalente à une variation du revenu correspondant à la variation du coût de son panier de consommation.

Coûts politico-économiques de la réallocation et de la redistribution

Le schéma esquissé jusqu'à présent associe une forte redistribution des revenus à un gain d'efficacité globale somme toute modeste. Rodrik (1996) emploie le terme de « *political cost-benefit ratio* » pour qualifier cette association¹⁰. Cette forte redistribution des revenus est également corrélée avec une intense réallocation sectorielle des facteurs (mouvement de spécialisation), comme le modèle très désagrégé de Rutherford et *alii* le montre pour le cas du Maroc. Il faut à ce propos se rappeler que les résultats des modèles théoriques et appliqués ne portent que sur les flux nets de facteurs. Les flux

10. Dans un exemple ultra-simplifié, sans compensation budgétaire, il montre qu'une annulation des droits de douane peut impliquer une redistribution de 5 \$ pour un gain d'efficacité de 1\$.

Transition fiscal-douanière et répartition dans un pays en développement

bruts correspondants sont sans doute très supérieurs, comme les travaux sur les marchés du travail aux Etats-Unis puis en Europe l'ont montré pour les mouvements d'emploi entre entreprises ou secteurs.

Cette réallocation se réalise d'un côté par des ouvertures et fermetures d'établissements et d'entreprises et d'un autre côté par des déplacements concrets des facteurs et des « requalifications » de ces facteurs (formation professionnelle par exemple). Les modèles standards font habituellement abstraction de ces coûts de réallocation qui sont d'autant plus forts que les marchés des facteurs sont plus segmentés et que la mobilité d'un secteur à l'autre est difficile ; ces coûts « frictionnels » s'exprimeront en termes de chômage ou de dépenses supplémentaires et peuvent venir atténuer le bénéfice à attendre de la réforme, notamment pour les catégories les moins aptes à effectuer une mobilité.

On fait également abstraction des coûts politiques de la redistribution. Or, lorsque cette dernière s'exerce au détriment de catégories influentes (les salariés du secteur formel par exemple, ou les détenteurs du capital des secteurs abrités par les tarifs douaniers), on peut s'attendre à ce que ces catégories s'opposent à tout ou partie de la transition : soit à l'abaissement des tarifs, soit à l'augmentation des taxes dans le cas des capitalistes du secteur formel par exemple. Les capitalistes et les travailleurs du secteur formel peuvent exiger des compensations sous formes de transferts, qui seront à retrancher des bénéfices globaux, et qui devront être prélevés sur d'autres agents (intérieurs, ou extérieurs : donneurs d'aide appuyant la transition par exemple), modifiant, du moins à moyen terme, les effets de redistribution attendus. L'économie politique de la transition fiscal-douanière doit être étudiée de près ; plusieurs recherches récentes s'y attachent.

Autres effets potentiels et conséquences distributives

Bien entendu, il existe d'autres arguments favorables au libre-échange et qui renforcent le caractère vertueux de ses conséquences distributives, au-delà des modèles standards.

– Les secteurs à avantage comparatif peuvent présenter des rendements d'échelle croissants tels que l'ouverture internationale sur des marchés de grande taille apportera des gains beaucoup plus élevés, renforçant la rémunération des facteurs abondants.

– L'ouverture à la concurrence peut diminuer le pouvoir de monopole ou d'oligopole de certaines entreprises jusqu'alors abritées et entamer les revenus correspondants des capitalistes.

– La production industrielle exportable peut bénéficier d'externalités diverses provenant de l'accès plus important à des intrants importés ou de l'augmentation de ses exportations (cf. le modèle de croissance tirée par l'exportation de Melo et Robinson (1992)). Si ces externalités permettent

d'économiser du capital et diminuent sa rémunération relative, on peut avoir un effet distributif favorable, à côté d'un gain d'efficacité accru ;

– La libéralisation des échanges peut engendrer une baisse de la prime de risque correspondant aux flux de capitaux extérieurs à cause des anticipations favorables qu'elle induit chez les investisseurs étrangers¹¹ ; l'afflux de capitaux a tendance à abaisser les taux de profit et les rémunérations des capitalistes, en revanche il peut avantager le travail qualifié, plutôt complémentaire du capital, et donc les catégories favorisées plutôt que les pauvres.

Cependant, même si la libéralisation commerciale a l'avantage de la simplicité et de la prudence, son optimalité n'en demeure pas moins débattue, l'argument le plus fort provenant sans doute des modèles de croissance endogène. Rien ne garantit en effet que les secteurs d'avantage comparatif soient aussi des secteurs de croissance¹², bénéficiant par exemple d'externalités technologiques ou d'effets d'apprentissage. S'il n'y a pas coïncidence entre les deux types de secteurs, il existe un système optimal de tarification douanière positive, comme l'a montré la « nouvelle économie internationale ». Dans le cas où la libéralisation commerciale détourne les ressources (capital, travail, autres facteurs) des secteurs de croissance, le gain d'efficacité obtenu et la redistribution engrangée se payent alors d'un sentier de croissance ralenti. Les tendances actuelles des investissements directs étrangers du Nord vers le Sud semblent plutôt favoriser les secteurs technologiques ou les secteurs à marchés domestiques dynamiques (élasticité revenu élevée par exemple), et se concentrer dans les pays du Sud disposant d'un stock important de capital humain et de marchés en expansion (Asie principalement). Il peut être ainsi dangereux pour les pays en développement de favoriser outrageusement une spécialisation plus traditionnelle¹³. D'un point de vue distributif néanmoins, ces secteurs de croissance sont probablement moins intensifs en travail ou plus généralement en ressources également distribuées que certains secteurs d'avantage comparatif. Dès lors, on peut aussi trouver peu souhaitable car injuste de maintenir indéfiniment un système dualiste profitant à quelques entreprises et salariés abrités, si l'accumulation et la croissance ne sont pas au rendez-vous.

11. C'est un effet fortement espéré par les pays du Bassin Méditerranéen, les accords de libre-échange asymétrique entre l'UE et ces pays n'étant pas fondamentalement avantageux, mais contribuant à leur « ancrage » institutionnel à l'Europe. L'exemple du Mexique signale néanmoins que cette prime de risque dépend aussi de la stabilité macro-économique des pays.

12. Rappelons que les modèles standards ne parlent pas de croissance mais d'efficacité dans l'allocation des ressources. On fait implicitement l'hypothèse que les gains d'efficacité engrangés ne changent pas le sentier de croissance de l'économie.

13. Pour une approche de la problématique liant investissements directs et transition fiscalodouanière dans le cas de la zone euro-méditerranéenne, voir Cogneau, Dumont, Izzo (1996).

2. Analyses empiriques en équilibre général à l'aide de modèles micro-macro

Les économies concrètes présentent des configurations sur lesquelles la théorie ne sait pas toujours conclure directement. Il existe de nombreux résultats analytiques sur la structure des systèmes fiscaux, l'impact des dépenses publiques et des externalités associées, les conséquences de l'incomplétude des marchés financiers, des imperfections de la concurrence, ou des asymétries d'information entre les agents. Cependant, dans de nombreux cas, la résultante de ces phénomènes est mal connue, parce que théoriquement ambiguë. En particulier, on sait que les équilibres concrets peuvent être assez éloignés d'une allocation Pareto-optimale des ressources. On sait aussi que l'augmentation de l'utilité de l'agent représentatif moyen (synonyme de l'efficacité parétienne en cas d'agrégation parfaite) peut se faire au détriment d'une distribution équitable des revenus. Le plus souvent, les conséquences distributives des politiques économiques ne sont pas faciles à prévoir, et il s'avère donc nécessaire de recourir à des simulations numériques. La construction de modèles d'équilibre général appliqués se consacre à ces configurations complexes (*optima* de second rang, déséquilibres...) que seule une qualification et une quantification empiriques peut permettre d'étudier. Les modèles d'équilibre général calculables sont donc particulièrement adaptés à l'étude du dilemme efficacité / équité. Shoven et Whalley (1984), pour des modèles très proches de la tradition walrasienne, sont des pionniers du genre. Taylor (1992) développe des modèles d'équilibre général « structuralistes » particulièrement centrés sur les questions de répartition. Les développements récents se consacrent notamment aux situations de concurrence imparfaite, à l'introduction d'une sphère monétaire et financière, et de dynamiques temporelles (Mercenier J., T.N. Srinivasan, 1994). Les deux modèles utilisés ici sont fondés sur une maquette commune due à Bourguignon, Branson et de Melo (1991) et spécialement conçue pour l'étude des phénomènes distributifs dans les pays en développement appliquant des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel. Cette maquette dynamique rend compte à la fois des questions de stabilisation macro-économique de court terme grâce à l'inclusion d'une sphère monétaire et financière, et des phénomènes structurels de plus long terme de réallocation et de croissance. Les applications de cette maquette au Cameroun et au Maroc sont respectivement présentées dans Cogneau, Herrera, Roubaud (1996) et Cogneau, Tapinos (1995)¹⁴. On ne revient pas ici sur les caractéristiques de ces modèles, sinon pour rappeler qu'ils prennent en compte un certain nombre de rigidités des économies concernées : rigidités des techniques de production, imparfaites substitutions entre produits locaux

14. Dans le cas du Maroc, le modèle utilisé est une version actualisée et modifiée du modèle construit par C.Morrisson (1991).

et produits importés, rigidité du marché du travail salarié formel, chômage urbain et existence de marchés segmentés reliés par des migrations et des mobilités socio-professionnelles peu fluides, caractère oligopolistique des entreprises formelles (industrie et services).

2.1. Le cas de la réforme fiscal-douanière de la zone UDEAC au Cameroun

Les caractéristiques de la simulation étudiée sont rappelés dans les tableaux 2 et 2 bis. Elle correspond à la réforme fiscal-douanière effectivement réalisée pendant les années 1994 et 1995, sur la base des informations disponibles au milieu de l'année 1995. Concernant la réforme tarifaire, il convient de signaler que les baisses de taux considérées sont des baisses de taux apparents constatées qui incluent à la fois et les conséquences de la réforme proprement dite et la baisse des taux de recouvrement qui semble avoir été forte pendant cette période. Ces deux éléments d'évolution (baisse des taux effectifs et baisse du recouvrement) n'ont malheureusement pas pu être différenciés¹⁵. Les hausses des taux apparents de taxes sur les produits ont été ajustées en fonction du degré de formalité des secteurs (plus fort pour l'industrie, moins élevé dans le cas des services et du commerce). Par ailleurs, en 1994, pour profiter de la dévaluation et de la hausse des cours, le Cameroun, comme la Côte d'Ivoire et contre l'avis de la Banque Mondiale, a rétabli un prélèvement sur les exportations agricoles sous la forme d'un « Droit Unique de Sortie » (DUS) portant sur les volumes déclarés ; cet élément fondamental des changements apportés à la fiscalité n'est pas considéré dans la simulation présentée puisqu'il se situe en contradiction avec une transition vers la fiscalité intérieure¹⁶.

Dans les branches non-agricoles, la réforme étudiée a des effets contrastés. Dans l'industrie, les entreprises formelles supportent le plus gros de la compensation fiscale et subissent une concurrence accrue des importations. On a supposé qu'elles ne modifiaient pas leur comportement de marge (prix de mark-up oligopolistiques) malgré cette concurrence, et qu'elles s'ajustaient à leur perte de débouchés par une flexion du taux d'utilisation des capacités de production et de l'emploi (tableau 5). Les entreprises formelles des services et du commerce ont le même comportement. En conséquence, les revenus du capital formel et les salaires formels sont relativement préservés, tandis que le chômage urbain augmente. Ceci explique la différence entre l'évolution des

15. Pour plus de détails cf. Leenhardt B., in CERED, DIAL (1995), Etude macro-économique sur le Cameroun après la dévaluation, pp.150-163

16. Grâce à la mise en place de ce DUS et à la faveur de la dévaluation qui augmente les recettes provenant du commerce extérieur, la Côte d'Ivoire a de surcroît mené une politique de baisse conjointe des droits de douane et des taux de TVA, contre l'avis du Fonds monétaire international. On voit là encore que l'économie politique de la fiscalité joue un rôle central.

Transition fiscalo-douanière et répartition dans un pays en développement

revenus réels des ménages urbains selon qu'on les rapporte au nombre d'actifs (y compris les chômeurs) ou au nombre d'actifs ayant un emploi. La réussite de la transition fiscalo-douanière produit une légère réduction du déficit budgétaire qui diminue l'éviction de l'investissement privé et augmente la demande adressée au BTP. L'augmentation de l'emploi dans le BTP profite particulièrement aux ménages ruraux non agricoles, habitant dans les petites villes moyennes ou migrants potentiels vers le secteur informel des deux grandes villes. Enfin, la concurrence des importations alimentaires pèse sur les prix des produits vivriers et les revenus paysans. Cette baisse des prix des produits vivriers a deux conséquences : une baisse du coût de la vie des catégories les plus pauvres, mais également une baisse des revenus des paysans. La croissance des exportations agricoles permise par la réallocation du travail agricole ne suffit pas à compenser la baisse des revenus vivriers, et les revenus réels par actif des paysans baissent. En revanche, la baisse des prix des produits vivriers profite aux travailleurs informels des petites villes (ruraux non agricoles).

A l'instar des gains d'efficacité, les conséquences distributives de la réforme apparaissent donc légèrement négatives dans cette simulation. Cependant, ce résultat repose fortement sur les réactions des paysans qui doivent être examinées en détail. D'autre part, il serait possible de modifier la réaction des entreprises formelles en supposant que leur pouvoir de marché est entamé par la concurrence des importations (« *pro-competitive effect* » des modèles de commerce international en concurrence imparfaite). Enfin, il conviendrait de vérifier si la compensation budgétaire prévue, c'est-à-dire l'augmentation de la Taxe sur le Chiffre d'Affaire (TCA) transformée par ailleurs en TVA, n'a pas généré plus de fraudes et de contournements.

2.2. Le cas de la libéralisation des échanges au Maroc

Dans le cas du Maroc, on examine l'hypothèse extrême d'annulation totale des tarifs douaniers¹⁷ (libre-échange complet). Les deux simulations « LIBEX1 » et « LIBEX2 » ne diffèrent que par le caractère plus ou moins asymétrique du libre-échange. Dans la première, seules les exportations agricoles (agrumes, tomates, huile d'olive) bénéficient d'un surcroît d'ouverture des marchés extérieurs (abaissement des quotas de l'Union Européenne par exemple, traduit en gains de compétitivité des produits marocains). Dans la seconde, les exportations industrielles intensives en travail (textile, confection, cuir et chaussure) sont également concernées. La seconde simulation,

17. Quels que soient les produits et quelle que soit leur origine géographique. La simulation ne correspond donc pas à l'accord commercial récemment signé avec l'Union Européenne qui ne concerne ni l'agriculture ni les échanges avec le reste du monde. D'une certaine manière, elle combine les conséquences de cet accord précis, de son éventuelle extension à l'agriculture, et d'une ouverture aux autres partenaires commerciaux non-européens (qui représentent un tiers du commerce marocain par destination), et les conséquences de l'adhésion du Maroc à l'OMC.

moins asymétrique, est donc plus favorable au Maroc. Ces deux simulations sont déjà exposées et commentées dans Cogneau, Tapinos (1995). On se concentre ici sur les conséquences distributives du libre-échange. En comparaison du modèle camerounais, une désagrégation plus fine des ménages autorise des conclusions plus précises. Cependant, il conviendrait encore de distinguer, au sein de l'agriculture, les petites exploitations vivrières, les exploitations consacrées aux produits d'exportation et les exploitations plus capitalistiques menacées par l'ouverture commerciale (viande et lait notamment).

Dans le cas du Maroc, les résultats distributifs de la libéralisation commerciale apparaissent nettement plus positifs que dans le cas du Cameroun. La flexibilité plus élevée de l'économie permet aux réallocations sectorielles d'exercer leur rôle redistributif. On observe une baisse significative des inégalités, mais une baisse plus réduite de l'indicateur de pauvreté (tableau 7). Les catégories dont les revenus dépendent de l'agriculture sont particulièrement favorisées. Cependant ce sont les gros exploitants dont les revenus réels augmentent le plus, la demande accrue des produits d'exportations agricoles augmentant fortement la rémunération de la terre. En ce qui concerne les salaires agricoles, les migrations de retour des villes vers les campagnes ont un effet modérateur. Les salariés modernes, plus qualifiés et mieux rémunérés initialement, pâtissent de la régression des branches industrielles qui n'ont pas d'avantage comparatif. Les capitalistes, propriétaires principaux du capital formel de ces branches, subissent une perte de revenu encore plus forte. Enfin les migrations de retour et une demande plus soutenue adressée au secteur du BTP aux fins d'investissement permettent une augmentation des revenus des informels urbains. Les variations de coûts de la vie des différentes catégories contribuent encore une fois à la redistribution du bien-être, les importations étant plus largement diffusées dans les différents paniers et la hausse de la TVA atteignant essentiellement les catégories urbaines (tableau 10).

Au total, la transition fiscal-douanière apparaît, au niveau agrégé, plutôt positive en termes d'équité. Dans les deux simulations considérées, le bien-être social augmente, sous le seul effet de la baisse des inégalités dans le premier cas (« LIBEX1 »), sous l'effet combiné de l'augmentation du niveau du PIB (+2,1%) et de la baisse des inégalités dans le second (« LIBEX2 »). Néanmoins, il n'est pas certain que les conséquences de la réforme soient véritablement favorables en termes de réduction de la pauvreté. Si on choisit plutôt, pour juger de la réforme, la maximisation du revenu des plus pauvres, les résultats apparaissent moins favorables. Parmi les deux catégories les plus pauvres de la population, les informels urbains et les salariés agricoles, seuls les premiers connaissent une amélioration sensible de leurs conditions de vie. On n'obtient pas, au bout du compte, de réduction significative de la pauvreté.

Conclusion

La plupart des estimations obtenues par des modèles d'équilibre général calculable montrent que les gains d'efficacité micro-économique à attendre de la libéralisation des échanges sont d'ampleur modeste. Le risque existe donc qu'à court ou à moyen terme, les coûts soient plus élevés que les gains. Aussi, pour que les transitions fiscalo-douanières engagées dans de nombreux pays en développement réussissent et qu'elles n'entraînent pas une déstabilisation macro-économique trop forte, il est nécessaire non seulement que l'assiette de la fiscalité intérieure soit élargie, que les Etats aient une bonne capacité de gestion macro-économique mais aussi que ces réformes s'accompagnent de gains de productivité et d'un rythme d'accumulation de facteurs soutenu. Les investissements directs extérieurs, qui ne sont pas endogénéisés par les modèles, apparaissent d'ailleurs comme un élément crucial du processus, par leurs effets sur la spécialisation et sur la croissance des pays (Baldwin, Seghezza, 1996).

Dans tous les cas, les libéralisations commerciales devraient s'accompagner d'une forte redistribution des revenus, la redistribution provenant des variations différentielles de coût de la vie semblant plus limitée. En dehors de l'ampleur qu'elles revêtent, les redistributions observées sont assez complexes, et ne correspondent pas toujours aux prédictions de l'économie internationale traditionnelle (Davis, 1996). En Afrique, le noeud de la question distributive paraît se situer au niveau des petits paysans vivriers pour lesquels les effets de la transition fiscalo-douanière peuvent se révéler négatifs. Or, la petite propriété paysanne est nettement plus répandue en Afrique qu'en Amérique Latine. Comme le souligne Rodrik (1995, 1996), et comme l'illustre le caractère fréquemment non-linéaire des réformes (à-coups, retours en arrière), l'économie politique des réformes commerciales et fiscales constitue encore un défi à relever.

BIBLIOGRAPHIE

- ♦ ATKINSON A.B. (1975), *The Economics of Inequality*, Clarendon Press
- ♦ ATKINSON A.B., J.E. STIGLITZ (1980), *Lectures on Public Economics*, Mc Graw-Hill International Editions
- ♦ BALDWIN R.E., SEGHEZZA E. (1996), *Trade-Induced Investment-Led Growth*, CEPR Discussion Paper N°1420
- ♦ BOURGUIGNON F., J. DE MELO, W.B. BRANSON (1989), *Macroeconomic Adjustment and Income Distribution : a Macro-micro Simulation Model*, Centre de Développement de l'OCDE, Technical Paper n°1, Paris
- ♦ BOURGUIGNON F., J. DE MELO, C. MORRISSON (eds) (1991), *Adjustment with Growth and Equity*, *World Development, Special Issue*, vol.19, 11, 1483-1651
- ♦ BOURGUIGNON F., MORRISSON C. (1991), *External Trade and Income Distribution*, Paris, OCDE
- ♦ BROWN, D. K. et alii (1994), *An Assessment of Extending NAFTA to Other Major Trading Countries in South America*, mimeo, Research Consortium on North American Trade and Investment (3rd annual meeting), Toronto, 21 pp.
- ♦ COGNEAU D., J.-C. DUMONT, P. IZZO (1996), *Intégration régionale, investissements directs et migration dans l'espace euro-méditerranéen : résultats d'un modèle d'équilibre général calculable*, Paris, OCDE, DEELSA/ELSA/MI(96)30, 32 p.
- ♦ COGNEAU D., J. HERRERA, F. ROUBAUD (1996), *La dévaluation du F CFA au Cameroun, bilan et perspectives*, *Economies et Sociétés*, coll. « Relations Economiques internationales », 1, 169-205
- ♦ COGNEAU D., TAPINOS G.(1995), *Libre-échange, répartition du revenu, et migrations au Maroc*, *Revue d'Economie du Développement*, 1
- ♦ COGNEAU D., M. RAZAFINDRAKOTO, F. ROUBAUD (1996), *Le secteur informel urbain et l'ajustement budgétaire au Cameroun*. A paraître en 1996 dans la *Revue d'Economie du Développement*
- ♦ DAVIS D. (1996), *Trade Liberalization and Income Distribution*, NBER Working Paper n°5693, 15 pp.
- ♦ GOLDIN I. et alii (1993), *Trade Liberalization : Global Economic Implications*, OCDE-World Bank, 217 pp.
- ♦ de MELO J., D. ROLAND-HOLST, M. HADDAD (1993), *Fraude et réforme de la fiscalité dans une économie à faible revenu : analyse à travers un modèle CGE appliqué à Madagascar*, *Revue d'économie du développement*, 1, 63-89
- ♦ de MELO J., S. ROBINSON (1992), *Productivity and externalities : models of export-led growth*, *The Journal of international Trade and Economic Development*, vol.1, 1, 41-68
- ♦ MERCENIER J., SRINIVASAN T.N. (Eds) (1994), *Applied General Equilibrium and Economic Development, Present Achievement and Future Trends*, The University of Michigan Press
- ♦ MESPLÉ-SOMPS S. (1995), *Biens publics de production et équilibre général - Une analyse de chocs de dépenses publiques en économie ouverte sous ajustement*, Thèse de l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne
- ♦ MORRISSON, CHRISTIAN (1991), *Ajustement et équité au Maroc*, Etudes du Centre de Développement de l'OCDE, Paris, 152 p.

Transition fiscal-douanière et répartition dans un pays en développement

- ◆ ORIVEL F. (1995), Problèmes et perspectives des systèmes éducatifs, in Vernières M. (ed.), *Ajustement, Education, Emploi, Economica*
- ◆ ROBINSON Sh. et alii (1991), *Agricultural Policies and Migration in a US-Mexico Free Trade Area : A Computable General Equilibrium Analysis*, California Agricultural Experiment Station, Gianinni Fondation of agricultural economics, Working Paper n°617
- ◆ RODRIK D. (1995), Political Economy of Trade Policy, Chap.28 de Grossman G.M., Rogoff K. (eds), *Handbook of International Economics*, vol.3
- ◆ RODRIK D. (1996), Understanding Economic Policy Reform, *Journal of Economic Literature*, vol. XXXIV, 9-41
- ◆ RUTHERFORD, Th.F., E.E. Rutström, D. Tarr (1994), L'accord de libre-échange entre le Maroc et la CEE : une évaluation quantitative, *Revue d'Economie du Développement*, 2, 97-133
- ◆ SHOVEN J., J. WHALLEY (1984), Applied General Equilibrium Models of Taxation and International Trade : Introduction and Survey, *Journal of Economic Literature*, vol. 22, pp. 281-322
- ◆ TAYLOR L. (ed) (1992), *Socially Relevant Policy Analysis, Structuralist Computable General Equilibrium Models for the Developing World*, The MIT Press, 379 pp.

Tableau 1

**Structure des recettes fiscales
Cameroun, Maroc, Madagascar**

	Cameroun 1992/93	Maroc 1991	Madagascar 1994
Taxes sur les exportations	1	0	3
Tarifs douaniers+taxes indirectes sur importations	28	34	45
Taxes Indirectes sur produits locaux	42	37	28
Impôts directs et autres	17	29	21
Total	100	100	100

Sources : Cameroun : CFD et calculs propres ; Maroc : Direction de la Statistique ; Madagascar : Institut de la Statistique et MADIO

Note : au Cameroun, le total du tableau correspond aux recettes fiscales non-pétrolières qui représentaient 75% des recettes fiscales totales.

Tableau 2

Définition de la simulation pour le Cameroun

	Avec UDEAC
1. Droits de douane à l'importation	Baisse des droits de douanes
2. Effet sur les exportations	néant
3. Mesures de compensation fiscale	Augmentation des taxes indirectes sur la production
4. Dévaluation	néant (50% en 1994 comme dans la référence)

Tableau 2 bis

**Conséquence de la réforme fiscal-douanière de l'UDEAC
sur la structure des taux au Cameroun**

Produits	Baisse des taux apparents sur importations	Augmentation des taux de taxe sur les produits
Agricoles vivriers	- 35%	néant
Agricoles d'exportation	- 35%	néant
Bois	néant	+ 50%
Industriels	- 35%	+ 50%
BTP	néant	+ 33%
Services	néant	+ 20%
Importations complémentaires	- 35%	néant

Tableau 3

Définition des variantes pour le Maroc

	LIBEX1	LIBEX2
1. Droits de douane à l'importation	Suppression totale étalée sur 5 ans	idem
2. Effet sur les exportations		
Agricoles	gain immédiat de compétitivité-prix de 8%	idem
Industrielles intensives en main-d'oeuvre	néant	gain immédiat de compétitivité-prix de 8%
3. Mesures de compensation fiscale	+75% sur les taux de taxes indirectes, étalé sur 5 ans	idem
4. Dévaluation	5%, étalée sur 5 ans	néant

REFORME FISCALO-DOUANIERE DE L'UDEAC AU CAMEROUN

Tableau 4

Résultats macro-économiques généraux

	avec UDEAC
PIB	-0,9%
Chômeurs	4,0%
Investissement	3,6%
Exportations	0,4%
Importations	0,1%
Tx chge réel (*)	0,8%
Déf.Budg./PIB (a)	0,5
Bal.Cour./PIB (a)	0,1
S.Dette Pub./PIB (a)	0,1
Inégalité (Indice de Theil)	0,9%
Profondeur de Pauvreté (b)	0,3

Ecarts à la simulation de référence en pourcentage (%) ou en points de pourcentage

() : une croissance indique une dépréciation*

(a) : écarts en points de pourcentage du PIB

(b) : % du PIB nécessaire pour faire passer l'ensemble des ménages au-dessus de la ligne de pauvreté

Lecture : En 1997/1998, la réforme de l'UDEAC implique un niveau de PIB inférieur de 0,9% au niveau qui aurait été atteint sans réforme

Tableau 5

Emploi par secteur

	avec UDEAC
Agriculture vivrière	-0,8%
Agriculture d'exportation	1,7%
Sylviculture	0,3%
Industrie (+ Pétrole)	-2,5%
BTP	2,8%
Services	-1,6%
Administration	0,0%

Ecart à la simulation de référence en pourcentage (%)

Tableau 6

Répartition du niveau de vie

	avec UDEAC	avec UDEAC
Catégorie d'actifs	Coût de la vie	Revenu réel par actif
Ruraux agricoles	-1,2%	-2,2%
Ruraux non agricoles	-1,2%	0,4%
Urbains (Douala et Yaoundé)		
y.c. chômeurs	0,0%	-2,1%
n.c. chômeurs	0,0%	-0,6%
Ensemble	-1,0%	-1,6%

Ecart à la simulation de référence en pourcentage (%)

LIBRE-ECHANGE AU MAROC

Tableau 7

Résultats macro-économiques généraux

Variantes	LIBEX1	LIBEX2
PIB	-0,1%	2,1%
Chômeurs	-0,4%	3,4%
Investissement	5,1%	20,6%
Exportations	9,5%	8,7%
Importations	7,9%	13,8%
Tx chge réel (*)	3,6%	1,8%
Déf.Budg./PIB (a)	0,5	0,5
Bal.Cour./PIB (a)	-0,7	-0,7
S.Dette Pub./PIB (a)	0,4	0,4
Inégalité (Indice de Theil)	-8,0%	-4,2%
Pauvreté (b)	-0,2	-2,2

Ecarts à la simulation de référence en pourcentage (%) ou en points de pourcentage

() : une croissance indique une dépréciation*

(a) : écarts en points de pourcentage du PIB

(b) : % de ménages sous la ligne de pauvreté - écarts en points de pourcentage

Ex : Cinq années après la fin du processus de libre-échange, dans la variante LIBEX2 le PIB serait supérieur de 2,1% à ce qu'il aurait été sans libre-échange

Tableau 8

Commerce extérieur

Variantes	LIBEX1	LIBEX2
Exportations en volume		
Primaires	-1,4%	-5,0%
Agricoles	42,7%	25,5%
Industrielles intenses en travail	-2,8%	12,3%
Autres	3,2%	-2,2%
Importations en volume		
Agricoles	35,2%	44,9%
Industrielles intenses en travail	16,8%	24,6%
Industrielles intenses en travail	5,9%	11,4%
Autres	7,6%	17,8%
Complémentaires	1,2%	-7,5%

Ecarts à la simulation de référence en pourcentage (%)

Tableau 9

Emploi par secteur

Variantes	LIBEX1	LIBEX2
Exp. Primaire	-9,5%	-9,5%
Agriculture	4,8%	0,0%
Industrie intense en travail	-8,2%	-3,6%
Industrie intense en capital	-5,6%	-5,6%
Non-échangeables formels	-6,7%	-3,3%
Non-échangeables informels	-3,2%	-1,8%
Administrations	0,0%	0,0%

Ecart à la simulation de référence en pourcentage (%)

Tableau 10

Répartition de la population active et du revenu

Variantes	LIBEX1			LIBEX2	
	Nbre d'actifs (migrations)	Coût de la vie	Rev.réel par actif	Nbre d'actifs (migrations)	Rev.réel par actif
Gros exploitants agricoles	1,8%	1,6%	5,4%	-1,6%	8,2%
Petits exploitants agricoles	1,8%	0,0%	3,7%	-1,6%	7,4%
Salariés agricoles	18,1%	0,5%	0,4%	6,7%	5,0%
Capitalistes	-3,0%	1,1%	-3,8%	-1,7%	-2,3%
Salariés modernes					
y.c. chômeurs	-2,3%	1,6%	-3,1%	0,8%	-2,8%
n.c. chômeurs	-4,8%		-0,6%	-2,5%	0,4%
Informels urbains	-3,2%	1,6%	3,2%	-1,8%	6,8%
Chômeurs	-0,4%			3,4%	
Ensemble	0,0%	1,0%	-1,9%	0,0%	0,5%

Ecart à la simulation de référence en pourcentage (%)

Cogneau Denis. (1999)

Transition fiscalo-douanière et répartition dans un pays en développement : éléments de réflexion et application aux cas du Cameroun et du Maroc

In : Gastellu Jean-Marc (ed.), Moisseron Jean-Yves (ed.),
Pourcet G. (ed.) Fiscalité, développement et mondialisation

Paris : Maisonneuve & Larose, 217-238. ISBN 2-7068-1327-X